Projet pour la réunion du Comité International octobre 2023

Pour une décroissance juste et écosocialiste

Manifeste du marxisme révolutionnaire à l'ère de la destruction écologique et sociale du capitalisme

1. La nécessité objective d'une révolution écosocialiste, antiraciste, antimilitariste, anticolonialiste et féministe
2. La folie du militarisme et de l'impérialisme sur une planète en crise
3. Le monde pour lequel nous nous battons
Être plutôt qu'avoir.
4. Notre méthode transitoire
Pour un programme de transition anticapitaliste
5. Les grandes lignes d'un programme mondial de décroissance juste, écosocialiste
5.1. Partager les richesses pour prendre soin des humains et de notre cadre de vie, gratuitement.
5.2. Développer les biens communs et les services publics contre la privatisation et la marchandisation
5.3. Éliminer les activités économiques inutiles ou nuisibles
5.4. Sortir de l'agro-industrie, de la pêche industrielle et de l'industrie de la viande
5.5. Pour sortir au plus vite des combustibles fossiles et de l'énergie nucléaire, socialiser l'énergie et la finance sans indemnité ni rachat
5.6. Garantir l'emploi pour tou·tes, assurer les reconversions nécessaires dans des activités écologiquement durables et socialement utiles
5.7. Travailler moins, vivre et travailler mieux, avoir une vie bonne
5.8. Garantir les droits des femmes sur leur propre corps
5.9. Internationalisme : contre les impérialismes et les nationalismes, imposer la justice climatique
5.10. Promouvoir une révolution culturelle fondée sur le respect attentif du vivant et "l'amour de la Terre Mère"
6. Programme écosocialiste dans les pays dominés
6.1. Des plans publics pour protéger les classes populaires contre les effets du changement climatique
6.2. La nécessité d'un modèle de développement alternatif
6.3. Les multinationales, les États impérialistes et les "élites" locales doivent payer la facture
6.4. Auto-organisation des luttes populaires et lutte pour la démocratisation
6.5. Contrôle public et protection des ressources naturelles. Zéro déforestation. Respect des peuples indigènes
6.6. Non à l'agrobusiness. Souveraineté alimentaire et réforme agraire
6.7. Programme de construction de logements sociaux et réforme urbaine populaire
6.8. Décolonisation des savoirs, réforme du système éducatif
7. À contre-courant, faire converger les luttes pour rompre avec le productivisme capitaliste. S'emparer du gouvernement, initier la rupture écosocialiste basée sur l'auto-activité, l'auto-organisation, le contrôle par en bas, la démocratie la plus large.

Notre époque est celle d'une crise historique de l'alternative socialiste. La proposition d'une société socialiste, comme réponse à la barbarie destructrice du capitalisme, a perdu beaucoup de sa crédibilité.

Une des principales raisons de cette crise est l'échec des expériences se réclamant du socialisme au cours du XXe siècle, que ce soit dans la forme social-démocrate – qui n'a jamais osé mettre en question le système capitaliste — ou celle du « socialisme réel » de l'URSS, où la révolution de 1917 a été trahie par la dictature d'une caste bureaucratique dirigée par Joseph Staline. Stalinisme et Social-démocratie ont aussi en commun d'avoir totalement négligé la question écologique, au profit d'une politique de « croissance « à tout prix, conduisant à des désastres environnementaux considérables.

Si la IVe Internationale publie en 2025 ce Manifeste, c'est parce que nous sommes convaincu·es qu'une révolution socialiste est plus que jamais nécessaire, non seulement pour mettre fin au pouvoir des parasites exploiteurs, mais aussi pour sauver l'humanité d'une catastrophe écologique sans précédent dans l'histoire humaine. Ces deux objectifs sont indissociablement liés.

Cependant, le socialisme que nous proposons se distingue radicalement des modèles qui ont dominé au cours du siècle dernier : il s'agit d'un socialisme révolutionnaire, démocratique, féministe, anti-raciste, anti-colonialiste et écologique. Si nous utilisons depuis quelques décennies le terme écosocialisme, c'est parce que nous sommes persuadé·es que les défis que pose la crise écologique exigent une reformulation du projet socialiste. Le rapport avec notre planète, l'abolition de la « rupture du métabolisme » (Marx) entre les sociétés humaines et leurs milieux de vie, le respect des équilibres écologiques de la planète ne sont pas seulement des chapitres de notre programme et de notre stratégie, mais leur fil conducteur.

Sans jamais abandonner les acquis du marxisme révolutionnaire, qui ont toujours inspiré l'action et la pensée de la IVe Internationale, nous essayons, dans ce Manifeste écosocialiste, de contribuer à la formulation d'une perspective révolutionnaire capable de se confronter avec les défis du XXIe siècle. Une perspective qui s'inspire des luttes sociales et écologiques comme des réflexions critiques authentiquement anti-capitalistes qui se développent partout dans le monde.

1. La nécessité objective d'une révolution écosocialiste, antiraciste, antimilitariste, anticolonialiste et féministe

Le capital triomphe, mais son triomphe le plonge dans les contradictions insurmontables mises en évidence par Marx. Face à celles-ci, Rosa Luxembourg lance son avertissement en 1915 : "Socialisme ou barbarie". L'actualité de cet avertissement est plus brûlante que jamais, car la catastrophe qui se développe autour de nous est sans précédent. Aux fléaux de la guerre, du colonialisme, de l'exploitation, du racisme, de l'autoritarisme, des oppressions de toutes sortes, s'ajoute en effet un nouveau fléau, qui exacerbe tous les autres : la destruction accélérée par le capital de l'environnement naturel dont dépend la survie de l'humanité.

Les scientifiques identifient neuf indicateurs mondiaux de la durabilité écologique. Les limites du danger sont estimées pour huit d'entre eux. En raison de la logique capitaliste d'accumulation, au moins six limites ont déjà été franchies : le climat, la biodiversité, l'utilisation des sols, les déchets plastiques, l'eau douce, les cycles de l'azote et du phosphore. Le système mondial qui porte la vie est saccagé. Les pauvres en sont les principales victimes, en particulier dans les pays pauvres.

Sous le fouet de la concurrence, la grande industrie et la finance renforcent leur emprise despotique sur les humains et la Terre. La destruction se poursuit, malgré les cris d'alarme de la science. La soif de profit, tel un automate, exige toujours plus de marchés et toujours plus de marchandises, donc plus d'exploitation de la force de travail et de pillage des ressources naturelles.

Le capital légal, le capital criminel et la politique bourgeoise sont de plus en plus étroitement liés. La Terre est achetée à crédit par les banques, les multinationales et les riches. Les gouvernements étranglent de plus en plus les droits humains et démocratiques par la répression brutale et le contrôle technologique. Un nouveau fascisme offre ses services pour sauver le système par le mensonge, le racisme, le sexisme et la démagogie sociale.

C'est peu dire que les limites de la soutenabilité sont également franchies au niveau social.

Avec leurs yachts, leurs jets, leurs piscines, leurs SUV, leurs bijoux, leur haute couture et leurs luxueuses résidences aux quatre coins du monde, les 1 % les plus riches possèdent autant que 50 % de la population mondiale. La "théorie du ruissellement" est un mythe. La pauvreté augmente même dans les pays "développés". Les revenus du travail sont comprimés sans pitié, les protections sociales — quand elles existent — sont démantelées. L'économie capitaliste flotte sur un océan de dettes, d'exploitation et d'inégalités.

La répartition inéquitable des ressources génère des risques environnementaux parmi les différents groupes ethniques et raciaux. Les personnes noires et racisées sont celles qui habitent généralement les territoires les plus touchés par la pollution et une plus grande concentration de déchets, ainsi que les zones à risque dépourvues de planification urbaine, telles que les pentes et les collines. Le racisme environnemental est un autre aspect de l'exclusion que le capitalisme impose aux personnes racisées et pauvres.

Les inégalités et les discriminations touchent particulièrement les femmes, qui continuent de fournir la majeure partie des soins, qu'ils soient gratuits ou rémunérés. Elles ne perçoivent que 35 % des revenus du travail. Dans certaines régions du monde (Chine, Russie, Asie centrale) leur part diminue parfois de manière significative. Au-delà du travail, les femmes sont attaquées sur tous les fronts en tant que femmes — depuis les violences sexistes et sexuelles jusqu'au droit à l'alimentation, à l'éducation, au respect et à la libre disposition de leur propre corps.

Alors que les personnes âgées sont mises au rebut, la vie des générations futures est mutilée à l'avance. La plupart des parents ne croient plus que leurs enfants vivront mieux qu'eux. Un nombre croissant de jeunes observent avec effroi, rage ou tristesse la destruction de leur monde, violé, éventré, noyé dans le béton, englouti dans les eaux froides du calcul égoïste.

Les fléaux de la famine, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition avaient reculé à la fin du XXe siècle ; ils resurgissent aujourd'hui en raison de la convergence catastrophique du néolibéralisme, du militarisme et du changement climatique : près d'une personne sur dix a faim, près d'une sur trois souffre d'insécurité alimentaire, plus de trois milliards n'ont pas les moyens de se nourrir sainement. Cent cinquante millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance dû à la faim.

La promesse d'un monde de paix s'évanouit. Les conflits régionaux se multiplient. Les dépenses militaires continuent d'augmenter. En 2021, elles ont franchi pour la première fois la barre des 2 000 milliards de dollars, dont plus de 800 milliards pour l'armée américaine. L'exacerbation de la rivalité inter-impérialiste entre les États-Unis et la Chine s'accentue. Une confrontation nucléaire globale entre ces puissances et leurs alliés respectifs sonnerait le glas de l'histoire de l'humanité. Les cercles capitalistes dominants ne le souhaitent pas, mais sont de moins en moins capables de l'empêcher.

La Terre peut offrir à chacun une bonne vie, mais le capitalisme est un mode de prédation machiste, raciste, guerrier, autoritaire et mortifère. Le productivisme est un destructivisme. En deux siècles, il a conduit l'humanité dans une profonde impasse écosociale.

Le changement climatique est l'aspect le plus dangereux de la destruction écologique, c'est une menace pour la vie humaine sans précédent dans l'histoire. La Terre risque de devenir un désert biologique inhabitable pour des milliards de pauvres qui ne sont pas responsables de ce désastre. Pour arrêter cette catastrophe, nous devons réduire de moitié les émissions mondiales de dioxyde de carbone et de méthane avant 2030 et les éliminer avant 2050. Il faut donc en priorité bannir les énergies fossiles, l'agro-industrie, l'industrie de la viande et l'hyper-mobilité... c'est-à-dire produire moins globalement.

D'une part, la folie de l'accumulation capitaliste oblige l'humanité à organiser d'urgence une décroissance globale de la consommation d'énergie finale et donc de la production matérielle et des transports. D'autre part, trois milliards de personnes, principalement dans le Sud, vivent dans des conditions épouvantables, du fait du capitalisme et de l'impérialisme. La justice exige de développer certaines productions pour répondre à leurs immenses besoins insatisfaits : de bons systèmes de santé, des logements décents, une bonne alimentation, une bonne éducation, des transports publics, une sécurité sociale pour tou·tes…

Existe-t-il un moyen de sortir de cette contradiction ? Oui. L'impact climatique de ces types de production — surtout lorsqu'ils sont planifiés et assumés par le secteur public — est beaucoup plus faible que celui de la production visant à satisfaire les besoins des riches par le biais d'une concurrence aveugle sur le marché pour le profit. Les 1 % les plus riches émettent près de deux fois plus de CO_2 que les 50 % les plus pauvres. Les pauvres émettent beaucoup moins que 2-2,3 tonnes de CO_2 par personne et par an (le volume moyen à atteindre en 2030 pour parvenir à des émissions nettes nulles en 2050 avec une probabilité de 50 %). Pour répondre à leurs besoins, il faudrait à peine multiplier ce chiffre par trois. Mais alors la contrainte climatique obligerait les 1% de riches à diviser leurs émissions par trente dans quelques années. Or, ils refusent de faire le moindre effort ! Au contraire : ils veulent toujours plus de privilèges !

Les gouvernements se sont engagés à rester en dessous de +1,5°C, à préserver la biodiversité, à atteindre les dix-sept (très insuffisants !) Objectifs de développement durable (ODD) et à respecter le principe des "responsabilités et capacités communes, mais différenciées" dans la crise écologique, tout en produisant toujours plus de marchandises et en utilisant toujours plus d'énergie. Il est exclu que ces promesses conjuguées soient tenues par le capital. Les faits le montrent :

• Trente-trois ans après le Sommet de la Terre de Rio (1992), le bouquet énergétique mondial est encore entièrement dominé par les combustibles fossiles (84 % en 2020). La production totale de combustibles fossiles a augmenté de 62 %, passant de 83 TWH en 1992 à 136 TWH en 2021. Les énergies renouvelables ne remplacent pas les combustibles fossiles, elles s'y ajoutent, offrant un nouveau marché aux capitalistes.

• Avec la crise énergétique déclenchée par la pandémie et aggravée par la guerre impérialiste russe contre l'Ukraine, toutes les puissances capitalistes ont relancé le charbon, le pétrole, le gaz naturel (y compris le gaz de schiste) et l'énergie nucléaire.

• Principal responsable historique du changement climatique, l'impérialisme américain dispose d'énormes moyens pour lutter contre la catastrophe, mais ses représentants politiques subordonnent criminellement cette lutte à la protection de leur hégémonie mondiale, quand ils ne la refusent pas tout simplement.

- Les mesures que les gouvernements des pays capitalistes développés mettent en œuvre sous le label "décarbonisation" non seulement ne répondent pas à l'ampleur de la crise climatique, mais accélèrent l'extractivisme, principalement au Sud, mais aussi au Nord et dans les océans, au détriment des populations et des écosystèmes.

- Cette soi-disant "décarbonisation" exacerbe l'accaparement impérialiste des terres et l'exploitation de la main-d'œuvre dans le Sud, avec la complicité des bourgeoisies locales (comme l'illustrent différents projets d'investissement basés sur l'utilisation de l'énergie solaire et éolienne, en particulier dans les "zones franches" des pays pauvres, afin de produire de "l'hydrogène vert" destiné à approvisionner les industries des pays développés).

- Les "marchés du carbone", les "compensations carbone", les "compensations biodiversité" et les "mécanismes de marché" pèsent sur les moins responsables, les pauvres, particulièrement les peuples indigènes et les peuples du Sud en général.

"Économie circulaire", "résilience", "transition énergétique", "biomimétisme" sont des formules creuses entre les mains du capitalisme vert néolibéral qui génère toujours plus d'inégalités.

Face à la crise climatique, le fétichisme capitaliste de l'accumulation ne laissera finalement que deux options : déployer des technologies d'apprentis sorciers (nucléaire, capture-séquestration du carbone, géo-ingénierie...) ... ou laisser la "nature" éliminer quelques milliards de pauvres dans les pays pauvres.

Politiquement, l'impuissance et l'injustice du capitalisme vert font le jeu d'un néo-fascisme fossile, complotiste, colonialiste, raciste, violemment machiste et LGBTQIphobe, que cette seconde possibilité ne rebute pas. Une fraction des riches marche vers la catastrophe, pariant cyniquement que leur richesse les protégera, qu'ils s'installeront sur des îles flottantes, ou sur une autre planète, laissant mourir les pauvres, parce que telle est la volonté divine.

Renvoyer dos à dos le capitalisme vert néolibéral et le néofascisme fossile serait inconscient. Mais aucun de ces régimes ne pourra empêcher le réchauffement climatique de se poursuivre, avec des conséquences désastreuses. Et si les victimes sont plus nombreuses dans les pays pauvres, les pays riches subiront également des pertes dramatiques. Le capitalisme mondial ne progresse pas graduellement vers la paix et le développement durable, il régresse à grands pas vers la guerre, le désastre écologique, le génocide et la barbarie néo-fasciste.

Face à ce défi, il ne suffit pas de remettre en cause le régime néolibéral et de revaloriser le rôle de l'État. Il ne suffit même pas d'arrêter la dynamique capitaliste d'accumulation. La consommation finale mondiale d'énergie doit diminuer radicalement, ce qui signifie produire moins et transporter moins à l'échelle mondiale.

Pour concilier les contraintes éco-climatiques et les besoins de la majorité de l'humanité, une réorientation complète vers la détermination démocratique des besoins humains réels et le maintien et la régénération de l'écosystème mondial est indispensable. La justice sociale, la justice climatique, la démocratie réelle et un autre développement sont les seuls moyens possibles pour respecter la contrainte écologique/énergétique tout en satisfaisant le besoin légitime de développement des pauvres. La décroissance juste — la décroissance écosocialiste — est une condition sine qua non du sauvetage.

Sortir de l'impasse productiviste n'est possible qu'aux conditions suivantes :

• Abandonner l'idée que la solution viendra des nouvelles technologies (consommatrices d'énergie et de ressources). Décider sagement d'utiliser les moyens dont nous disposons, ils suffisent à répondre aux besoins de tou·tes

• Réduire radicalement l'empreinte écologique des riches pour permettre un développement soutenable

• Remplacer la production de marchandises par la production de valeurs d'usage ;

• Déterminer démocratiquement quels besoins ces valeurs d'usage doivent satisfaire, et comment

• Mettre au centre de cette délibération démocratique la prise en charge des humains et des écosystèmes, le respect attentif du vivant et des limites écologiques

• Supprimer en conséquence les productions et les transports inutiles, refonder l'ensemble des activités productives et de consommation.

Ces conditions sont nécessaires mais pas suffisantes. La crise sociale et la crise écologique ne font qu'une. Il faut reconstruire un projet émancipateur pour les

exploité·es et les opprimé·es. Un projet de classe qui, au-delà des besoins fondamentaux, privilégie l'être au lieu de l'avoir. Un projet qui modifie en profondeur les comportements, la consommation, le rapport au reste de la nature, la conception du bonheur et la vision que les humains ont du monde. Un projet anti-productiviste pour vivre mieux en prenant soin du vivant sur la seule planète habitable du système solaire.

Les affirmations ironiques selon lesquelles les conditions historiques ne sont pas mûres pour une révolution passent à côté de l'essentiel. La décadence de la société bourgeoise conduit l'humanité vers un abîme. Une révolution écosocialiste, antiraciste, anticolonialiste et écoféministe extrêmement profonde — un véritable changement de civilisation — est objectivement nécessaire et urgente. Sans bouleversement révolutionnaire, et ce, dans la prochaine période historique, c'est toute la civilisation humaine qui est menacée d'être balayée.

Le capitalisme a déjà plongé l'humanité dans une situation aussi sombre, notamment à la veille du premier conflit mondial. L'hystérie nationaliste s'est emparée des masses et la social-démocratie, trahissant sa promesse de répondre à la guerre par la révolution, a donné le feu vert au massacre. Néanmoins, Lénine définissait la situation comme "objectivement révolutionnaire" : ”seule la révolution peut arrêter le massacre”, dit-il. L'histoire lui a donné raison : la révolution en Russie et la crainte de son extension ont contraint les bourgeoisies à mettre fin au massacre. La comparaison a évidemment ses limites. Une chose est de braver héroïquement la mort pour ne pas risquer sa vie en tuant d'autres êtres humains pour le profit des marchands de canons, le partage impérialiste du monde et la gloire des généraux. Autre chose est de s'élever contre le capital parce que, en incorporant la force de travail qui produit la plus-value, il déshumanise les prolétaires au point d'en faire les instruments aliénés de la destruction du reste de la Nature — leur "corps inorganique" — mettant ainsi en péril les générations futures. Les médiations vers l'action révolutionnaire sont ici infiniment plus complexes. Mais le même sursaut des consciences est nécessaire. Or, face à la crise écologique, une révolution anticapitaliste est encore plus objectivement nécessaire. C'est ce jugement fondamental qui doit servir de base à l'élaboration d'un programme, d'une stratégie et d'une tactique, parce qu'il n'y a pas d'autre voie.

Tout dépend des luttes et de leurs avant-gardes. Quelle que soit l'ampleur du désastre, à chaque étape, ce sont les luttes qui feront la différence. Dans ces luttes, tout dépend de la capacité des militant·es écosocialistes à s'organiser pour s’orienter dans la pratique selon la boussole de la nécessité historique objective.

2. La folie du militarisme et de l'impérialisme sur une planète en crise

La guerre est ce que nous connaissons de plus proche de l'extermination génocidaire sur Terre. Sa logique prolifère, ses effets sont destructeurs comme un tsunami qui engloutit tout sur son passage. Malheureusement, nous ne la connaissons que trop bien : son histoire croise largement celle de l'humanité. Non pas de qui avait raison, mais de qui restait de la confrontation pour la raconter.

Au cours des 200 dernières années surtout, l'impérialisme occidental a organisé des invasions, des attaques, des coups d'État, des guerres, des meurtres, partout dans le monde, afin de maintenir son hégémonie.

Plus de 30 pays du monde sont ou ont été récemment impliqués dans des guerres d'une ampleur considérable, notamment le Soudan, l'Irak, le Yémen, la Palestine, la Syrie, le Congo et le Myanmar. La crise climatique elle-même, les phénomènes météorologiques et les flux migratoires intenses qui en résultent alimentent de nombreux autres conflits dans le monde, comme au Tchad, en Syrie et ailleurs. Les gouvernements y répondent par une accentuation de l'autoritarisme étatique, de la militarisation et de la criminalisation des migrations. L'Europe et l'Amérique du Nord ne sont plus seulement des continents, mais aussi des forteresses.

L'agression impérialiste russe contre l'Ukraine en 2022 a attisé les tensions géopolitiques à l'échelle mondiale. Cette guerre de pillage a été lancée au nom de la reconstitution de l'empire tsariste : un peuple entier se voit nier son droit à l'existence, à l'autodétermination et à la dignité. En conséquence, l'OTAN, qui était en crise, a été réactivée et renforcée, s'étendant à de nouveaux pays (Finlande, Suède) et plaçant de plus en plus l'Europe sous l'hégémonie impérialiste américaine. La sécurité au niveau mondial a été encore plus menacée. La panique nucléaire est revenue sur le devant de la scène et nous rappelle une fois de plus que le monde entier peut disparaître en un éclair, en un clin d'œil.

Cette guerre confirme l'entrée dans une nouvelle ère de compétition inter-impérialiste pour l'hégémonie mondiale, avec les États-Unis et leurs alliés d'un côté, la Chine et ses alliés de l'autre. Les ressources énergétiques et minérales sont au cœur de cette compétition inter-impérialiste. Avec la guerre en Ukraine, l'Union européenne et les États-Unis ont promis d'accélérer la soi-disant transition énergétique vers un système basé sur les énergies renouvelables. Mais la réalité du marché a rapidement dégonflé cette soi-disant "ambition". Les capitalistes continuent d'investir massivement dans le charbon, le pétrole et le gaz, et les gouvernements continuent de construire des centrales nucléaires dangereuses et de subventionner les oligarchies des combustibles fossiles. Les consensus climatiques ont reculé, la guerre des classes s'est accentuée, et comme l'a dit Warren Buffett, ce sont toujours les riches qui gagnent avec ces reculs civilisationnels et les menaces qu'ils portent.

Une nouvelle course aux armements a commencé. Pendant que les impérialismes se chamaillent, les mesures urgentes pour la transition climatique et un avenir durable sont remises en cause. Nous savons que les guerres, outre qu'elles sont calamiteuses en termes de vies humaines, qu'elles s'attaquent au corps des femmes, qu'elles utilisent le viol comme instrument de terreur et qu'elles déshumanisent la vie collective, sont néfastes pour la planète sur laquelle nous vivons. Elles détruisent les habitats, provoquent la déforestation, empoisonnent les sols, les eaux et l'air, et sont des sources majeures d'émissions de carbone. Les guerres en Irak, en Afghanistan et au Pakistan ont été désastreuses pour les écosystèmes de ces pays. Il en va de même pour la guerre en Ukraine. Les véhicules militaires consomment des carburants à base de pétrole avec une grande intensité, et les véhicules utilisés dans les zones de guerre ont produit plusieurs centaines de milliers de tonnes de monoxyde de carbone, d'oxydes d'azote, d'hydrocarbures et de dioxyde de soufre, en plus du CO2. La pollution de l'air par les véhicules et les armes militaires a toujours eu des effets négatifs sur la santé

publique des civils dans les zones de guerre. L'industrie militaire américaine, la plus importante au monde, est pointée du doigt comme la plus grande institution consommatrice d'hydrocarbures de la planète. Cependant, tous les rapports sur les coûts planétaires de la guerre sont toujours insuffisants, étant donné le manque de transparence de ces données, qui ne sont même pas incluses dans le décompte des émissions nationales de carbone.

En tant qu'écosocialistes, nous refusons de choisir entre les superpuissances qui luttent pour l'hégémonie mondiale. Nous nous mobilisons contre les guerres impérialistes et soutenons les peuples qui luttent pour l'autodétermination et la paix.

Nous construisons un anti-impérialisme d'en bas. Nous défendons un programme internationaliste de justice sociale, de transition menée par des forces collectives et libératrices, confrontées à des politiques oppressives.

Non à l'OTAN et aux autres alliances militaires,

Non à l'augmentation des budgets militaires,

Démantèlement de tous les armements nucléaires, chimiques et bactériologiques,

Démantèlement de toutes les sociétés militaires privées,

Bas les pattes devant le droit à l'autodétermination des peuples, arrêt de l'occupation des terres, du nettoyage ethnique…

3. Le monde pour lequel nous nous battons

Notre projet de société future articule l'émancipation sociale et politique avec l'impératif d'arrêter la destruction de la vie et de réparer autant que faire se peut les dommages déjà causés.

Nous voulons (tenter d') imaginer ce que serait une vie bonne pour tou·tes et partout en réduisant la consommation de matière et d'énergie, et donc en réduisant la production matérielle. Il ne s'agit pas de donner un modèle tout fait, mais d'oser penser un autre monde, un monde qui donne envie de se battre pour le construire en se débarrassant du capitalisme et du productivisme. Notre projet de société future articule l'émancipation sociale et politique avec l'impératif d'arrêter la destruction de la vie et de réparer autant que possible les dommages déjà causés.

« *Oui, c'est pour le pain que nous nous battons, mais nous nous battons aussi pour les roses.* »

Une vie bonne pour tou·tes exige que les besoins humains fondamentaux — une alimentation saine, la santé, un logement, de l'air sain et de l'eau potable — soient satisfaits.

Une bonne vie est aussi une vie choisie, épanouissante et créative, engagée dans des relations humaines riches et égalitaires, entourée de la beauté du monde et des réalisations humaines.

Notre planète dispose (encore) de suffisamment de terres arables, d'eau potable, de soleil et de vent, de biodiversité et de ressources de toutes sortes pour répondre aux besoins humains légitimes en renonçant aux combustibles fossiles et à l'énergie nucléaire. Cependant, certaines de ces ressources sont limitées et donc épuisables, tandis que d'autres, bien qu'inépuisables, nécessitent des matériaux épuisables,

voire rares, dont l'extraction est destructrice. Dans tous les cas, leur utilisation ne pouvant être illimitée, nous les utilisons avec prudence et parcimonie. Essentielles à nos vies, elles sont exclues de l'appropriation privée, considérées comme commun parce qu'elles doivent bénéficier à l'ensemble de l'humanité aujourd'hui et à long terme. Pour garantir ce commun dans le temps, des règles collectives définissant les usages mais aussi les limites de ces usages, les obligations d'entretien ou de réparation, sont élaborées.

Parce qu'on ne soigne pas une mangrove comme une calotte glaciaire, une zone humide comme une plage de sable, une forêt tropicale comme une rivière, parce que l'énergie solaire n'obéit pas aux mêmes règles, n'impose pas les mêmes contraintes matérielles que l'éolien ou l'hydraulique, l'élaboration de règles ne peut être que le fruit d'un processus démocratique impliquant les premier·es concerné·es, les travailleur·ses et les habitant·es.

Notre commun, c'est aussi l'ensemble des services qui permettent de répondre de manière égalitaire, et donc gratuite, aux besoins d'éducation, de santé, de culture, d'accès à l'eau, à l'énergie, à la communication, aux transports, etc. Eux aussi sont gérés et organisés démocratiquement par l'ensemble de la société.

Les services consacrés aux personnes et aux soins dont elles ont besoin aux différentes étapes de leur vie, brisent la séparation entre le public et le privé, l'assignation des femmes à ces tâches en les socialisant, c'est-à-dire en faisant qu'elles soient l'affaire de l'ensemble de la société. Ces services de reproduction sociale sont des outils essentiels pour lutter contre l'oppression patriarcale.

L'ensemble de ces "services publics" décentralisés, participatifs et communautaires constitue la base d'une organisation sociale non autoritaire.

À l'échelle de la société dans son ensemble, la planification écologique démocratique permet aux populations de se réapproprier les grands choix sociaux relatifs à la production, de décider, en tant que citoyen·nes et usager·es, de ce qu'il faut produire et comment le produire, des services qui doivent être fournis, mais aussi des limites acceptables pour l'utilisation des ressources matérielles telles que l'eau, l'énergie, les transports, le foncier, etc. Ces choix sont préparés et éclairés par des processus de délibération collective qui s'appuient sur l'appropriation des savoirs, qu'ils soient scientifiques ou issus de l'expérience des populations, sur l'auto-organisation des opprimé·es (mouvements de libération des femmes, peuples racisés, personnes handicapées, etc).

Cette démocratie économique et politique globale s'articule avec de multiples collectifs/commissions décentralisés : ceux qui permettent de décider au niveau local, dans la commune ou le quartier, de l'organisation de la vie publique et ceux qui permettent aux travailleur·ses et aux producteur·rices de contrôler la gestion et l'organisation de leur unité de travail, de décider de la manière de produire et donc de travailler. C'est la combinaison de ces différents niveaux de démocratie qui permet la coopération et non la concurrence, une gestion effectivement rationnelle d'un point de vue écologique et social, épanouissante d'un point de vue humain, au niveau de l'atelier, de l'entreprise, de la branche... mais aussi de la commune, de la région, du pays et même de la planète !

Toutes les décisions relatives à la production et à la distribution, à la manière dont nous voulons vivre, sont guidées par le principe suivant : décentraliser autant que possible, coordonner autant que nécessaire.

Prendre sa vie en main demande du temps, de l'énergie et de l'intelligence collective. Heureusement, le travail de production et de reproduction sociale n'occupe que quelques heures par jour.

La production est exclusivement consacrée à la satisfaction des besoins démocratiquement déterminés. La production et la distribution sont organisées de manière à minimiser la consommation de ressources et à éliminer les déchets, la pollution et les émissions de gaz à effet de serre, elle vise en permanence la sobriété et la " soutenabilité programmée " (par opposition à l'obsolescence du capitaliste, qu'elle soit programmée ou simplement due à la logique de la course au profit). Produire au plus près des besoins à satisfaire permet de réduire les transports et de mieux appréhender le travail, les matériaux et l'énergie nécessaires.

Ainsi, l'agriculture est écologique, paysanne et locale afin d'assurer la souveraineté alimentaire et la protection de la biodiversité. Des ateliers de transformation et des circuits de distribution permettent d'assurer que la plupart des aliments sont produits en circuit court.

Le secteur de l'énergie basé sur les sources renouvelables est le plus décentralisé possible pour réduire les pertes et d'optimiser les sources.

Les activités liées à la reproduction sociale (santé, éducation, soins aux personnes âgées ou dépendantes, garde d'enfants, etc.) sont développées et renforcées, en veillant à ne pas reproduire les stéréotypes de genre.

Bien que le travail occupe moins de temps, il occupe une place essentielle, car, avec la nature et en prenant soin d'elle, il produit ce qui est nécessaire à la vie.

L'autogestion des unités de production permet aux travailleur·ses de contrôler leur activité, de décider de l'organisation du travail et de remettre en cause la division entre travail manuel et travail intellectuel. La délibération s’étend au choix des technologies selon qu’elles permettent ou non au collectif de travail de maîtriser le processus de production. En privilégiant la connaissance concrète, pratique et réelle du processus de travail, le savoir-faire collectif et individuel, la créativité, elle permet de concevoir et de produire des objets robustes, démontables et réparables, réutilisables et, le cas échéant, recyclables, et de réduire la consommation de matières et d'énergie depuis la fabrication jusqu'à l'utilisation.

Dans tous les domaines, la conviction de faire quelque chose d'utile et la satisfaction de le faire bien se conjuguent.Quant aux tâches fastidieuses comme la collecte des immondices, chacun·e prend soin d’en réduire la lourdeur et la pénibilité. Cependant, il reste une part incontournable qui est exécutée par tou·tes à tour de rôle.

Une grande partie de la production matérielle, dont le volume est fortement réduit, peut être désindustrialisée (tout ou partie de l'habillement ou de l'alimentation).

Libérer le travail de l'aliénation permet d'abolir la frontière entre l'art et la vie dans une sorte de "communisme du luxe". Nous pouvons garder ou partager des outils, des meubles, un vélo, des vêtements... toute notre vie parce qu'ils sont ingénieusement conçus et beaux.

Être plutôt qu'avoir.

« Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d’être produit ce qui ne privilégie ni n’abaisse personne. » (A. Gorz)

La liberté ne réside pas dans une consommation illimitée, mais dans une autolimitation choisie, conquise contre l'aliénation consumériste. La délibération collective permet de déconstruire les besoins artificiels, de définir des besoins "universalisables", c'est-à-dire non réservés à certaines personnes ou à certaines parties du monde, qui doivent être satisfaits.

La véritable richesse ne réside pas dans l'augmentation infinie des biens — avoir — mais dans l'augmentation du temps libre — être. Le temps libre ouvre la possibilité de s'épanouir dans le jeu, l'étude, l'activité civique, la création artistique, les relations interpersonnelles et avec le reste de la nature.

Nous ouvrons donc la voie à de nombreux travaux parce que nous avons le temps d'y réfléchir et parce que nous pouvons le faire en mettant l'accent sur le respect des personnes et du reste de la nature.

Les lieux où nous vivons, chaque espace dans lequel nous nous socialisons, nous appartiennent pour construire d'autres relations sociales interpersonnelles. Libérés de la spéculation foncière et de la voiture, nous pouvons repenser l'usage des espaces publics, combler la séparation entre le centre et la périphérie, multiplier les espaces de loisirs, de rencontre et de partage, désartificialiser les villes avec l'agriculture urbaine et le maraîchage de proximité, restaurer les biotopes insérés dans le tissu urbain... Et au-delà, mettre en œuvre une politique à long terme visant à rééquilibrer les populations urbaines et rurales et à dépasser l'opposition entre ville et campagne pour reconstituer des communautés humaines vivables et durables à une échelle permettant une réelle démocratie.

Nos désirs et nos émotions ne sont plus des choses qui s'achètent et se vendent, l'éventail des choix est considérablement élargi pour chacun·e. Chacun·e peut développer de nouvelles façons d'avoir des relations sexuelles, de vivre, de travailler et d'élever des enfants ensemble, de construire des projets de vie de manière libre et diversifiée, dans le respect des décisions personnelles de chacun·e, avec l'idée qu'il n'y a pas une seule option possible, ou une option meilleure que les autres. La famille peut cesser d'être l'espace de reproduction de la domination, et cesser d'être la seule forme possible de vie collective. Nous pouvons ainsi repenser la forme de la parentalité de manière plus collective, politiser nos décisions personnelles en matière de maternité et de parentalité, réfléchir à la manière dont nous considérons l'enfance et le rôle des personnes âgées ou handicapées, aux relations sociales que nous établissons avec elles, et à la manière dont nous sommes capables de briser les logiques de domination que nous avons intériorisées.

Nous construisons une nouvelle culture, à l'opposé de la culture du viol, une culture qui reconnaît le corps de toutes les femmes cis et trans, ainsi que leurs désirs, qui les reconnaît comme des sujets capables de décider de leur corps, de leur vie et de leur sexualité, qui rend visible le fait qu'il y a mille façons d'être une personne, de vivre et d'exprimer son genre et sa sexualité.

Une activité sexuelle librement consentie et agréable pour tous ceux qui y prennent part se justifie à elle seule.

En réduisant radicalement notre consommation de viande et de produits animaux, nous avons mis fin au traitement abject des animaux par l'industrie de la viande et la pêche industrielle. Au-delà, nous devons apprendre à penser l'interdépendance des êtres vivants et développer une conception de la relation entre l'humanité et la nature qui ressemblera probablement à certains égards à celle des peuples

indigènes, mais qui sera néanmoins différente. Une conception selon laquelle les notions éthiques de précaution, de respect et de responsabilité, ainsi que l'émerveillement devant la beauté du monde, interféreront constamment avec une compréhension scientifique à la fois de plus en plus fine et de plus en plus manifestement incomplète.

4. Notre méthode transitoire

Notre analyse du capitalisme et plus particulièrement des politiques de la classe dirigeante en relation avec les dangers écologiques et le changement climatique nous amène à la conclusion suivante :

Premièrement, la nécessité d'une alternative globale et d'un projet de société basé sur la production de valeurs d'usage. Tourner telle ou telle vis dans le système et sans changer le mode de production ne permettra pas d'éviter ni même d'atténuer de manière significative les crises actuelles et les catastrophes auxquelles nous sommes confronté·es. L'une des tâches importantes de la politique révolutionnaire est de transmettre cette idée.

La compréhension de la nécessité d'un changement révolutionnaire global est une tâche qui ne peut être résolue directement et sans difficulté dans la pratique. C'est pourquoi, deuxièmement, il est important de combiner la présentation du contexte global avec la diffusion de revendications immédiates pour lesquelles des mobilisations peuvent effectivement être développées ou promues.

Troisièmement, il faut le souligner : Convaincre les gens ne peut se faire uniquement par l'argumentation. Pour convaincre les gens de se détourner du mode de production capitaliste et les encourager à résister, il faut des luttes réussies qui donnent du courage et démontrent que des victoires partielles sont possibles.

Quatrièmement, pour que les luttes soient couronnées de succès, il faut une meilleure organisation. Cela est toujours vrai en principe, mais aujourd'hui — à une époque où les syndicats ont (dans de nombreuses parties du monde) largement disparu politiquement et où la gauche est fragmentée — il est important de promouvoir la coopération pratique de manière non sectaire, en particulier au sein de la gauche anticapitaliste, et en même temps de soutenir les travailleur·ses dans leur auto-organisation.

D'une part, le temps presse si nous ne voulons pas voir des points de basculement cruciaux franchis et le réchauffement climatique s'accélérer de manière incontrôlable. D'autre part, la grande majorité des gens ne sont pas prêts à se battre pour un autre système, c'est-à-dire pour renverser le capitalisme. Cela est dû en partie à un manque de connaissance de la situation générale, mais plus encore à un manque de vision de ce à quoi l'alternative pourrait ou devrait ressembler. En outre, le rapport de forces social et politique entre les classes n'encourage pas vraiment la confrontation avec les dirigeants et les profiteurs de l'ordre social capitaliste. Ainsi, un soi-disant "programme maximum", qui veut poser la question du pouvoir par une confrontation immédiate, a encore moins de chances de succès qu'il n'en a déjà eu par le passé.

Par ailleurs, un programme de réforme qui veut réformer le capitalisme ou le dépasser au coup par coup (de surcroît avec une politique venue d'en haut) n'a pas non plus de chance de réussir. Les réformes qui respectent les règles du système

capitaliste ne sont pas en mesure de relever les défis de la crise écologique. Et les changements progressifs dans l'économie et l'État n'ont jamais conduit à un changement de système. Les propriétaires et les profiteurs du capitalisme n'assisteront pas tranquillement à la confiscation de leurs richesses et à la privation de leur mode d'enrichissement, morceau par morceau.

Le temps presse et des mesures urgentes s'imposent. Certains opposants à l'écosocialisme plaident pour des réformes légères "parce que nous ne pouvons pas attendre la révolution mondiale". Les partisan·nes de l'écosocialisme n'ont pas l'intention d'attendre ! Notre stratégie est de commencer MAINTENANT, avec des revendications transitoires concrètes. C'est le début d'un processus de changement global. Il ne s'agit pas d'étapes historiques distinctes, mais de moments dialectiques dans un même processus. Chaque victoire partielle ou locale est une étape dans ce mouvement, qui renforce l'auto-organisation et encourage la lutte pour de nouvelles victoires.

Dans les luttes de classe à venir — elles sont la condition préalable à l'explication et à l'argumentation systématiques dans les couches plus larges de la classe ouvrière, de la jeunesse, des indigènes, etc — il doit être clair qu'en fin de compte, il n'y a aucun moyen d'échapper à un véritable changement de système et à la question du pouvoir. La classe dirigeante doit être expropriée et son pouvoir politique renversé.

Pour un programme de transition anticapitaliste

La méthode transitoire avait déjà été suggérée par Marx et Engels dans la dernière section du Manifeste communiste (1848). Mais c'est la Quatrième Internationale qui lui a donné sa signification moderne, dans le Programme de transition de 1938. L'hypothèse de base est la nécessité pour les révolutionnaires d'aider les masses, dans le processus de la lutte quotidienne, à trouver le pont entre les revendications actuelles et le programme socialiste de la révolution. Ce pont devrait inclure un système de revendications transitoires, découlant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, l'objectif est de conduire les luttes sociales vers la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Bien entendu, les révolutionnaires n'écartent pas le programme des vieilles revendications "minimales" traditionnelles : ils défendent évidemment les droits démocratiques et les conquêtes sociales des travailleur·ses. Cependant, ils proposent un système de revendications transitoires, qui peut être compris de manière appropriée par les exploité·es et les opprimé·es, mais qui est en même temps dirigé contre les bases mêmes du régime bourgeois.

La plupart des revendications transitoires mentionnées dans le Programme de 1938 sont toujours d'actualité, entre autres : échelle mobile des salaires et échelle mobile des heures de travail ; contrôle ouvrier des usines, ouverture des comptes "secrets" des entreprises ; expropriation des banques privées ; expropriations de secteurs capitalistes… L'intérêt de telles propositions est d'unir dans la lutte les masses populaires les plus larges possibles, autour de revendications concrètes qui sont en contradiction objective avec les règles du système capitaliste.

Mais nous devons mettre à jour notre programme de revendications transitoires, afin de prendre en compte les nouvelles conditions du XXIe siècle, et en particulier la nouvelle situation créée par la crise écologique et le danger imminent d'un changement climatique catastrophique. Aujourd'hui, ces revendications doivent avoir une nature socioécologique et, potentiellement, écosocialiste.

L'objectif des revendications écosocialistes transitoires est stratégique : pouvoir mobiliser de larges sections des travailleur·ses urbains et ruraux, des femmes, des jeunes, des victimes du racisme ou de l'oppression nationale, ainsi que les syndicats, les mouvements sociaux et les partis de gauche dans une lutte qui remet en cause le système capitaliste et la domination bourgeoise. Ces revendications, qui combinent des intérêts sociaux et écologiques, doivent être considérées comme nécessaires, légitimes et pertinentes par les masses populaires exploitées et opprimées, en fonction de leur niveau de conscience sociale et politique. Dans la lutte, les gens prennent conscience de la nécessité de s'organiser, de s'unir et de se battre. Iels commencent également à comprendre qui est l'ennemi : non seulement les forces locales, mais le système lui-même. L'objectif des revendications écosociales transitoires est de renforcer, grâce à la lutte, la conscience de classe des opprimé·es, leur compréhension anticapitaliste et, espérons-le, une perspective révolutionnaire écosocialiste.

Certaines de ces demandes ont un caractère universel : par exemple, la gratuité des transports publics. C'est une revendication à la fois écologique et sociale, qui porte en elle les germes de l'avenir écosocialiste : services publics contre marché, gratuité contre profit capitaliste. Cependant, leur signification stratégique n'est pas la même selon les sociétés et les économies. Les revendications écosocialistes de transition doivent prendre en compte les besoins et les aspirations des masses dans les différentes parties du système capitaliste mondial.

5. Les grandes lignes d'un programme mondial de décroissance juste, écosocialiste

Satisfaire les besoins sociaux réels tout en respectant les contraintes écologiques n'est possible qu'en rompant avec la logique productiviste et consumériste du capitalisme, qui creuse les inégalités, objective le vivant et " ruine les deux seules sources de toute richesse : la Terre et les travailleur·ses ". Au niveau mondial, rompre avec cette logique implique de lutter en priorité pour les lignes de force suivantes. Elles forment un ensemble cohérent, à compléter et à décliner selon les spécificités nationales et régionales. À cet égard, deux cas extrêmes se présentent : les pays dits "développés" et les pays dits "les moins avancés". Les premiers sont de loin les principaux responsables de la rupture des équilibres écologiques et ont notamment très largement épuisé leur budget carbone ; la diminution de leur consommation d'énergie est donc un impératif immédiat, inséparable de leur obligation de réparation et de solidarité à l'égard des seconds. Ces derniers, pour leur part, ne peuvent pas faire autrement que de consommer encore une certaine quantité d'énergie fossile et d'autres ressources pour satisfaire l'énorme masse des besoins sociaux élémentaires dont leurs classes populaires sont massivement privées. En même temps, ils doivent inventer un mode de développement alternatif au mode fossile qui a été suivi historiquement par les premiers : à défaut, les pays pauvres seraient très certainement exposés à une aggravation de la catastrophe qui les frappe déjà le plus durement. Le programme écosocialiste répond à cette situation en avançant d'une part des revendications anticapitalistes globales (qui dessinent le cadre de la nécessaire réduction de la production et de la consommation au niveau planétaire), et d'autre part des revendications anticapitalistes spécifiques pour les pays pauvres ou à revenu intermédiaire.

5.1. Partager les richesses pour prendre soin des humains et de notre cadre de vie, gratuitement.

Des soins de santé de qualité, une bonne éducation, une bonne prise en charge des jeunes enfants, une retraite digne et une prise en charge respectueuse de la dépendance, un logement accessible, permanent et confortable, des transports publics efficaces, des énergies renouvelables, une alimentation saine, une eau propre, un accès à internet et un environnement naturel en bon état : tels sont les besoins réels qu'une civilisation digne de ce nom devrait sobrement satisfaire pour tous les humains, quelles que soient leur couleur de peau, leur sexe, leur appartenance ethnique, leurs convictions. C'est possible, sans augmenter de manière significative la pression sur notre environnement. Pourquoi ne l'avons-nous pas ? Parce que l'économie est réglée sur les besoins délirants des capitalistes. Ils consomment et investissent toujours plus pour le profit, s'approprient toutes les ressources et transforment tout en marchandises. Leur logique égoïste sème le malheur et la mort. Un virage à 180° s'impose. Les ressources naturelles et les connaissances constituent un bien commun à gérer prudemment et collectivement. La satisfaction des besoins réels et la restauration des écosystèmes doivent être planifiées démocratiquement et soutenues par le secteur public, sous le contrôle actif des populations, et en étendant le plus possible le libre accès. La recherche scientifique doit être mise au service de ce projet collectif. La première étape nécessaire est donc de lutter contre les inégalités et l'oppression, de refinancer le secteur public en prenant l'argent là où il se trouve : fiscalité progressive, plafonnement des hauts revenus, levée du secret bancaire, taxation des patrimoines, des plus-values et des transactions financières, abolition des dettes publiques, suppression des paradis fiscaux, lutte contre la corruption...

5.2. Développer les biens communs et les services publics contre la privatisation et la marchandisation

C'est l'un des aspects clés de la lutte pour une transition sociale et écologique, dans de nombreux domaines de la vie. Par exemple :

• La santé. Le bilan de la pandémie COVID-19 est limpide : les privatisations et les coupes dans le secteur des soins fragilisent les classes populaires — en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées — et font peser de lourdes menaces sur la santé publique en général. Ce secteur doit être refinancé massivement et remis intégralement entre les mains de la collectivité. Les investissements doivent aller en priorité à la médecine de première ligne. L'industrie pharmaceutique doit être socialisée

• Les transports. Le transport individuel dans le capitalisme privilégie les voitures privées, avec des conséquences sanitaires et écologiques désastreuses. L'alternative est un système large et efficace de transports publics gratuits, ainsi qu'une grande extension des zones piétonnes et cyclables. Les marchandises sont transportées sur de grandes distances par des camions ou des porte-conteneurs, avec d'énormes émissions de gaz. La relocalisation de la production et le transport des marchandises par le train sont des mesures immédiates et nécessaires. Le transport aérien devrait être réduit de manière significative et supprimé pour les distances qui peuvent être couvertes par le train. Les jets privés et les hélicoptères devraient être confisqués.

• Le logement. Le droit fondamental de toute personne à un logement décent, permanent et écologiquement durable ne peut être garanti sous le capitalisme. La loi du profit entraîne des expulsions, des démolitions et la criminalisation de ceux qui résistent. Elle implique également des factures d'énergie élevées pour les pauvres et des énergies renouvelables subventionnées pour les riches. Le contrôle public du marché immobilier, l'abaissement et le gel des loyers et des bénéfices des banques, l'augmentation radicale du nombre de logements sociaux et coopératifs, un processus public d'isolation climatique des maisons et un programme massif de construction de maisons énergétiquement autonomes sont les premières étapes d'une politique alternative. Mais il est nécessaire de repenser l'ensemble du système urbain, selon des critères sociaux et écologiques, au-delà des villes actuelles non durables, entourées de bidonvilles misérables.

• L'eau. La privatisation, le gaspillage et la pollution actuelles de l'eau — rivières, lacs et nappes phréatiques — constituent un désastre social et écologique. La pénurie d'eau et les inondations dues au changement climatique sont des menaces majeures pour des milliards de personnes. L'eau est un bien commun et devrait être gérée et distribuée par des services publics, sous le contrôle des consommateurs.

5.3. Éliminer les activités économiques inutiles ou nuisibles

L'arrêt de la catastrophe climatique et du déclin de la biodiversité passe impérativement par une réduction très rapide et significative de la consommation d'énergie finale au niveau mondial. Cette contrainte est incontournable. Les premières étapes consistent à réduire radicalement le pouvoir d'achat des riches, à abandonner la mode éphémère, la publicité et la production/consommation de luxe (croisières, yachts et jets ou hélicoptères privés, tourisme spatial, etc.), à réduire la production de viande et de produits laitiers de masse et à mettre fin à l'obsolescence accélérée des produits, en allongeant leur durée de vie et en facilitant leur réparation. Le transport aérien et maritime des marchandises devrait être réduit de manière drastique par la relocalisation de la production et remplacé par le transport ferroviaire chaque fois que cela est possible. Les voyages en avion devraient être limités et réduits de manière égalitaire. Plus structurellement, la contrainte énergétique ne peut être respectée qu'en réduisant au plus vite les activités économiques inutiles ou nuisibles. Les principaux secteurs productifs à considérer sont la production d'armes, l'énergie fossile et la pétrochimie, l'industrie extractive, la fabrication non durable, l'industrie du bois et de la pâte à papier, la construction de voitures individuelles, d'avions et de navires. Des plans de transition concrets sont nécessaires pour respecter la contrainte écologique tout en satisfaisant les besoins sociaux (y compris la nécessité de défendre les alternatives écosocialistes contre la réaction impérialiste).

5.4. Sortir de l'agro-industrie, de la pêche industrielle et de l'industrie de la viande

Ces trois secteurs font peser de graves menaces sur le climat, la santé humaine et la biodiversité. Leur démantèlement nécessite des mesures au niveau de la production mais aussi des changements importants au niveau de la consommation (dans les pays développés et chez les riches de tous les pays) et de la relation avec le vivant. Des politiques volontaristes sont nécessaires pour stopper la déforestation et remplacer l'agro-industrie, les plantations industrielles et la pêche à grande échelle respectivement par l'agroécologie paysanne, l'éco-foresterie et la pêche

artisanale. Ces alternatives consomment moins d'énergie, emploient plus de main d'œuvre et sont beaucoup plus respectueuses de la biodiversité. Les agriculteur·ices et les pêcheur·ses doivent être correctement indemnisé·es par la communauté, non seulement pour leur contribution à l'alimentation humaine, mais aussi pour leur contribution écologique. Les droits des peuples premiers sur la forêt et les autres écosystèmes doivent être protégés. La consommation mondiale globale de viande doit être réduite de manière drastique. L'industrie de la viande et des produits laitiers qui promeut un modèle alimentaire nocif pour la santé humaine, le bien-être animal et l'environnement doit être démantelée. Face à l'agro-industrie, il faut promouvoir une agriculture et un élevage paysans, écologiques, et une alimentation basée principalement sur la production locale de légumes.

5.5. Pour sortir au plus vite des combustibles fossiles et de l'énergie nucléaire, socialiser l'énergie et la finance sans indemnité ni rachat

Les multinationales de l'énergie et les banques qui les financent veulent exploiter jusqu'à la dernière tonne de charbon, jusqu'au dernier litre de pétrole, jusqu'au dernier mètre cube de gaz. Elles ont d'abord caché et nié l'impact du CO_2 sur le changement climatique. Aujourd'hui, pour continuer à exploiter leurs ressources malgré tout, et alors que la flambée des prix leur assure de gigantesques surprofits, elles promettent toutes sortes de techniques bidon (greenwashing, échange de "droits à polluer", "compensation des émissions", "capture, séquestration et utilisation du carbone") et promeuvent l'énergie nucléaire comme étant "à faible teneur en carbone". Aucun doute n'est possible, ces groupes avides de profits mènent la planète de catastrophe climatique en cataclysme. En même temps, ils sont à la pointe des attaques capitalistes contre les classes laborieuses. Ils doivent être socialisés par expropriation, sans indemnité ni rachat. Pour stopper la destruction sociale et écologique, pour déterminer collectivement notre avenir, rien n'est plus urgent que de constituer des services publics de l'énergie et du crédit, décentralisés et interconnectés, sous le contrôle démocratique des populations.

5.6. Garantir l'emploi pour tou·tes, assurer les reconversions nécessaires dans des activités écologiquement durables et socialement utiles

Les travailleur·ses engagé·es dans des activités liées au gaspillage et à la nocivité des combustibles fossiles, dans l'agro-industrie, la grande pêche et l'industrie de la viande n'ont pas à payer le prix de la mauvaise gestion capitaliste. Une garantie d'emplois verts doit être instituée pour assurer leur reconversion collective, sans perte de revenus, dans les activités d'un plan public pour la satisfaction des besoins réels et la restauration des écosystèmes. Cette garantie d'emplois verts permettra de vaincre les craintes légitimes des travailleur·ses concerné·es. Ainsi, il sera mis fin à l'instrumentalisation cynique de leurs craintes par les capitalistes, au service de leurs intérêts productivistes/consuméristes. Au contraire, la garantie d'emploi vert encouragera et motivera les travailleur·ses des secteurs condamnés à se former et à se mobiliser pour prendre en charge activement la réalisation du plan, en dialogue avec le public bénéficiaire, en investissant leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience dans une activité riche de sens, émancipatrice, véritablement humaine, car soucieuse de la vie des générations futures.

5.7. Travailler moins, vivre et travailler mieux, avoir une vie bonne

Éliminer les productions/consommations inutiles et nuisibles a pour effet logique de réduire radicalement le temps de travail social salarié. Cette réduction doit être collective. Le gaspillage capitaliste est d'une telle ampleur que sa suppression ouvrira sans doute la possibilité concrète d'une réduction très importante du temps de travail hebdomadaire (vers une demi-journée de travail) et d'un abaissement significatif de l'âge de la retraite. Cette tendance à la réduction sera en partie atténuée par la nécessaire réduction des rythmes de travail ainsi que par l'augmentation du travail de reproduction sociale et écologique nécessaire pour prendre soin des personnes (y compris en socialisant une partie du travail domestique effectué gratuitement en majorité par les femmes) et des écosystèmes. La planification démocratique sera essentielle pour l'articulation dans le temps de ces mouvements dans diverses directions. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le programme de décroissance écosocialiste implique une double transformation du travail. Quantitativement, nous travaillerons beaucoup moins. Qualitativement, il créera les conditions pour faire du travail une activité de la vie bonne — une médiation consciente entre les humains (donc aussi entre les hommes et les femmes), et entre les humains et le reste de la nature.

5.8. Garantir les droits des femmes sur leur propre corps

L'humanité ne pourra pas gérer consciemment sa relation au reste de la nature sans gérer consciemment sa relation à elle-même, c'est-à-dire sa propre reproduction biologique, qui passe par le corps des femmes. Ce n'est pas un hasard si les attaques patriarcales contre les droits des femmes s'intensifient partout. Ces attaques font partie intégrante des projets politiques qui visent à établir des pouvoirs forts au service des riches et des capitalistes. Elles sont le plus souvent menées au nom d'une idéologie réactionnaire "pro-vie", qui nie d'ailleurs le changement climatique anthropogénique. Mais à côté de ces forces obscures, il existe aussi des courants technocratiques qui imputent la crise écologique à la "surpopulation" et tentent ainsi d'imposer des politiques autoritaires de contrôle des naissances.

Face à ces deux types de menaces, nous soutenons qu'aucune morale, aucune raison supérieure, même écologique, ne peut être invoquée pour priver les femmes de leur droit élémentaire à maîtriser leur fécondité. La négation de ce droit est consubstantielle à tous les autres mécanismes de domination, y compris la "domination humaine" sur le reste de la nature, au profit du patriarcat et de sa forme capitaliste actuelle. L'émancipation humaine suppose l'émancipation des femmes. Cela implique en priorité que les femmes doivent avoir un accès libre à la contraception, à l'avortement et aux soins reproductifs en général.

5.9. Internationalisme : contre les impérialismes et les nationalismes, imposer la justice climatique

Le maigre budget carbone encore disponible doit être partagé en fonction des responsabilités et des capacités historiques. Les ressources minérales et la richesse de la biodiversité doivent être exploitées avec prudence, en fonction des besoins réels de tou·tes. Il n'y aura pas de solution nationale, ces défis exigent une réponse anti-impérialiste et internationaliste cohérente. Les dettes des pays pauvres et à revenus moyens doivent être abolies. Les biens des dictateurs doivent être saisis et

restitués aux populations. Les financements promis lors des négociations sur le climat (Fonds vert, Fonds d'adaptation, Fonds pour les pertes et préjudices) doivent être honorés. Il faut mettre fin aux échanges inégaux et à la construction de murs. La liberté de circulation et d'installation doit être garantie aux migrant·es. L'abolition des brevets doit permettre aux peuples du Sud d'accéder librement aux technologies qui peuvent répondre aux besoins réels sans utiliser encore plus d'énergie fossile. Ce sont des conditions essentielles pour stopper la catastrophe climatique et éviter de plonger dans la barbarie.

5.10. Promouvoir une révolution culturelle fondée sur le respect attentif du vivant et "l'amour de la Terre Mère"

Une rupture radicale avec l'idéologie de la domination de la nature par l'homme est essentielle au développement d'une culture écologique et féministe - écoféministe - de "soins" aux personnes et à l'environnement. La défense de la biodiversité, en particulier, ne peut se fonder uniquement sur la raison (l'intérêt humain bien compris) : elle requiert tout autant empathie, respect, prudence et une conception globale que les peuples premiers résument par l'expression "amour de la Terre Mère". Le maintien ou la reconquête de cette conception globale — par les luttes, la création artistique, l'éducation et les alternatives de production/consommation, notamment — est un enjeu idéologique majeur de la lutte écosocialiste. La modernité occidentale a systématisé l'idée que l'être humain est une créature divine dont la mission est de dominer la nature et d'instrumentaliser les autres animaux, réduits au rang de machines. Nous faisons partie de la Terre vivante, nous sommes aussi des animaux et sans ce réseau de la vie sur cette planète, sans la végétation, sans les autres animaux, la vie humaine ne serait pas possible.

Ce programme a une portée générale, mais il faut ajouter que les pays industrialisés du "Nord" — États-Unis, Europe, Amérique du Nord, Australie, Japon — doivent faire les plus gros efforts en termes de décroissance rapide des productions inutiles et/ou nocives. Ils ont également la responsabilité d'aider les pays moins développés du "Sud" à trouver des technologies alternatives, ainsi que de financer la transition écologique.

Les capitalistes des pays impérialistes sont responsables de la crise écologique et doivent en payer les conséquences. La grande masse des travailleurs, des femmes, des jeunes, des minorités ethniques du "Nord" sont victimes du changement climatique. Ils doivent prendre en main le processus de transition sociale et écologique et l'imposer par une lutte commune contre l'élite dirigeante.

Bien sûr, dans chaque continent, dans chaque pays, il y a des mesures spécifiques à proposer dans une perspective de transition.

6. Programme écosocialiste dans les pays dominés

Après des siècles d'esclavage et de pillage colonial, les populations des pays dits "en développement" sont victimes d'une nouvelle injustice monstrueuse : bien que la responsabilité des pays les moins développés dans les émissions de gaz à effet de serre soit marginale, quasi nulle dans les pays les plus pauvres, le dérèglement

climatique provoqué par deux cents ans de croissance capitaliste impérialiste les place en première ligne des catastrophes qui les frappent de plus en plus durement.

L'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie du Sud et du Sud-Est et le Pacifique abritent la grande majorité des 3,5 milliards de femmes, d'hommes et d'enfants dont les conditions de vie, voire l'existence elle-même, sont déjà cruellement affectées par les conséquences du réchauffement climatique. L'urgence est là et grandit très vite. Plus les températures augmentent, moins les sociétés peuvent s'adapter aux effets du réchauffement. Dans les pays les plus pauvres en particulier, les sécheresses, les inondations, les typhons, les vagues de chaleur meurtrières et les dommages causés aux écosystèmes menacent de plus en plus la survie de millions d'êtres humains, leur capacité à travailler et leurs droits fondamentaux à court et à moyen terme.

6.1. Des plans publics pour protéger les classes populaires contre les effets du changement climatique

Dans les pays périphériques du capitalisme mondial, il est extrêmement important que le programme de transition écosocialiste propose immédiatement des plans publics visant à protéger les classes populaires contre les effets désormais inévitables du changement climatique. Ces plans ne se substituent pas à une politique de développement alternative et anticapitaliste visant à éliminer graduellement les combustibles fossiles le plus rapidement possible. En réalité, les deux dimensions sont liées, car au-delà d'un certain niveau de réchauffement, l'adaptation n'est plus possible. Ces plans publics doivent englober tous les secteurs, en particulier l'agriculture, la sylviculture, le logement, la gestion de l'eau, la production d'énergie, l'industrie, la législation du travail, la santé et l'éducation. Bien sûr, de tels plans publics sont certainement aussi nécessaires dans les pays "développés", mais l'ampleur des menaces qui pèsent sur les pays du Sud fait de cette question un enjeu majeur dans ces pays. Son importance croît inversement au niveau de développement.

Il y a "adaptation" et adaptation. Pour l'impérialisme et ses complices locaux, "l'adaptation" est un détournement de la lutte contre les causes. En particulier dans les pays du Sud, leur " adaptation " vise à donner de nouveaux marchés aux multinationales (infrastructures, transports, compensation carbone, etc.). Elle vise aussi à maintenir les conditions propices à la domination impériale afin de prolonger et d'approfondir le pillage néocolonial (sous prétexte de "développement vert") sans payer leur "dette écologique". Cette "adaptation" capitaliste est en fait une "maladaptation" (selon la terminologie du GIEC). Elle ne peut qu'aggraver les désastres pour la masse des populations et pour les écosystèmes.

6.2. La nécessité d'un modèle de développement alternatif

L'urgence d'une politique d'adaptation digne de ce nom et l'ampleur de la tâche à accomplir pour réparer les dégâts et protéger les populations mettent en lumière

l'impasse du "modèle de développement" actuel et la nécessité d'une alternative systémique.

Les gouvernements impérialistes, les institutions internationales et les gouvernements du Sud eux-mêmes prétendent que la croissance capitaliste permettra aux populations du Sud de "rattraper" le niveau de vie des pays capitalistes développés. Il suffirait d'une "bonne gouvernance" pour "ajuster" les sociétés aux besoins du marché mondial. C'est une impasse, comme le montre le fait que les Objectifs de développement durable — largement insuffisants et n'équivalant pas à un "rattrapage" ! — sont loin d'être atteints. Les inégalités continuent de se creuser (y compris entre riches et pauvres au sein des sociétés du Sud), tandis que le "budget carbone" compatible avec 1,5°C s'évanouit rapidement.

Majoritaires sur la planète, les populations des pays de la périphérie ont le droit fondamental d'accéder à des conditions de vie dignes. Leurs besoins sociaux sont plus que légitimes. Pour les satisfaire, elles ont besoin d'un modèle de développement radicalement opposé au modèle impérialiste et productiviste. Un modèle qui privilégie les services publics (santé, éducation, logement, transport, assainissement, électricité, eau potable) pour la masse de la population, et non la production de biens pour le marché mondial. Un modèle anticapitaliste et anti-impérialiste, qui nationalise les monopoles dans les secteurs de la finance, des mines, de l'énergie, de l'agro-industrie.

Fondé sur la satisfaction des besoins des peuples du Sud dans le respect des équilibres écologiques, ce modèle alternatif de développement n'est en rien antagoniste à la nécessité d'une décroissance écosocialiste globale : au contraire, il en fait pleinement partie. D’ailleurs, l'un de ses principaux défis est la lutte contre les mégaprojets écocides inspirés par les politiques capitalistes néolibérales, tels que les pipelines géants, les nouveaux aéroports, les puits de pétrole offshore, les grands barrages hydroélectriques et les immenses infrastructures touristiques s'appropriant les plages au profit des riches.

Ce modèle de développement alternatif ne peut servir de prétexte à des politiques restreignant le droit de circulation et d'installation, en particulier des politiques impérialistes rémunérant les régimes du Sud pour jouer le rôle de police des frontières.

6.3. Les multinationales, les États impérialistes et les "élites" locales doivent payer la facture

Une stratégie de transition digne de ce nom doit être une stratégie publique et démocratiquement planifiée, élaborée à court, moyen et long terme en fonction des équilibres écologiques et des besoins sociaux tels que les classes populaires les formulent elles-mêmes. La facture de sa mise en œuvre doit être payée par les responsables du désastre : les multinationales, les États impérialistes et les soi-disant "élites" locales corrompues qui leur servent de complices.

Ces soi-disant "élites" portent une responsabilité majeure. Au lieu de promouvoir un développement alternatif, basé sur des valeurs sociales alternatives, elles se sont mises au service de l'impérialisme. En paroles, elles réclament la "justice climatique" dans les négociations internationales. En pratique, elles n'aspirent qu'à copier le style de vie des super-riches du Nord, avec leurs yachts, leurs jets privés, leurs voitures de luxe, etc.

La "justice climatique" implique non seulement que des sommes suffisantes soient versées aux différents fonds créés lors des négociations internationales (Fonds vert pour le climat, fonds d'adaptation, fonds pour les pertes et dommages), mais aussi l'abolition de la dette extérieure, l'abolition de la dette publique détenue par l'oligarchie financière (sans compensation, sauf pour les petits porteurs) et la compensation par le Nord du coût du renoncement à l'exploitation de leurs ressources fossiles par des pays du Sud (projet du parc Yasuni).

6.4. Auto-organisation des luttes populaires et lutte pour la démocratisation

Dans les pays de la périphérie, en particulier les plus pauvres, il est d'une importance décisive pour l'alternative écosocialiste de lier étroitement la lutte pour une politique respectueuse des ressources naturelles aux luttes pour la satisfaction des besoins sociaux et pour les droits démocratiques des populations, dans une dynamique anti-impérialiste et anticapitaliste. Cela implique l'auto-organisation des luttes populaires, notamment celles des paysan·nes et des "sans terre" contre l'agrobusiness, des peuples indigènes contre l'exploitation minière et forestière, des femmes contre les violences et les discriminations sexistes, des habitant·es des bidonvilles pour le droit au logement et des travailleur·ses contre l'exploitation patronale.

La démocratisation est au cœur de cette stratégie : renversement des dictatures, des régimes militaires, des régimes religieux et des monarchies. Instauration du référendum d'initiative populaire. Lutte contre la corruption. Abolition des institutions non démocratiques (Sénat, Banque centrale autonome). Dissolution des milices paramilitaires au service des dirigeants. Respect des droits et des territoires des communautés indigènes et des autres peuples opprimés. Syndicats indépendants et liberté d'association.

6.5. Contrôle public et protection des ressources naturelles. Zéro déforestation. Respect des peuples indigènes

Le programme écosocialiste pour les pays dominés exige la protection et le contrôle public des ressources naturelles sous le contrôle des populations. Municipalisation de la propriété et de la gestion de l'eau, sous le contrôle des habitant·es, afin d'assurer une eau potable pour tou·tes. Zéro déforestation. Non à la destruction des biomes par les éleveurs, les planteurs d'huile de palme, l'agrobusiness en général et l'industrie minière. Non à l'appropriation néocoloniale des "puits de carbone" pour

compenser les émissions du Nord (projets REDD et REDD+). Protection des forêts tropicales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et des communautés indigènes qui les habitent. Démarcation de leurs territoires. Non aux "accords de pêche" qui offrent les ressources halieutiques aux multinationales de la pêche industrielle.

6.6. Non à l'agrobusiness. Souveraineté alimentaire et réforme agraire

La souveraineté alimentaire, conformément aux propositions de Via Campesina, le grand réseau planétaire de mouvements paysans, est un objectif clé. Elle passe par une réforme agraire radicale : La terre à celleux qui la travaillent ! Expropriation des grands propriétaires terriens et de l'agro-industrie capitaliste qui produisent des biens pour le marché mondial. Distribution des terres aux paysan·nes et aux paysan·nes sans terre (familles ou coopératives) pour la production agrobiologique. Abolition des cultures OGM en plein champ et élimination des pesticides toxiques (à commencer par ceux dont les pays du Nord interdisent l'usage mais dont ils autorisent l'exportation dans les pays du Sud !)

6.7. Programme de construction de logements sociaux et réforme urbaine populaire

Le Sud compte quelques-unes des plus grandes mégapoles de la planète (Jakarta, Manille, New Delhi, Bombay, Sao Paulo, et d'autres), un nombre croissant de sans-abri et de bidonvilles où des millions d'êtres humains (autour de Karachi, Nairobi, Bagdad...) survivent et travaillent de façon informelle dans des conditions indignes. C'est l'une des plaies les plus hideuses laissées par la domination impérialiste. En plus de la violence, les vagues de chaleur y rendent la survie de plus en plus difficile, surtout dans les climats humides. L'alternative écosocialiste revendique le lancement d'un vaste programme de construction de logements sociaux accompagné d'une réforme urbaine populaire qui change l'organisation des grandes villes, conçue en coopération avec les associations de sans-abri. Elle doit s'articuler avec une législation du travail qui protège les travailleur·ses, d'une part, et avec l'attractivité de la réforme agraire, afin d'initier un mouvement de contre-émigration rurale, d'autre part.

6.8. Décolonisation des savoirs, réforme du système éducatif

La mise en œuvre du programme d'urgence écosocialiste pour les pays du Sud a un besoin criant de savoirs et de savoirs décolonisés, incarnés par des enseignant·es et des chercheur·ses nombreux·ses et compétent·es dans toutes les disciplines. Réforme du système éducatif, développement des écoles publiques et des universités, fin des discriminations dans l'éducation, dont les filles sont particulièrement victimes dans certains pays.

De nombreuses études scientifiques montrent que la satisfaction des besoins fondamentaux des populations des pays dominés n'aurait qu'une empreinte carbone modeste. La réduction radicale de l'empreinte carbone des riches et notamment des 1% les plus riches — au Nord comme au Sud ! — suffirait à la compenser. Un dollar dépensé pour répondre aux besoins des 1% les plus riches génère trente fois plus d'émissions de CO2 qu'un dollar investi pour répondre aux besoins sociaux des 50% les plus pauvres de la population mondiale. (chiffre à vérifier)

Le discours du "rattrapage" du Nord par le Sud n'est qu'une chimère, un écran de fumée pour masquer la poursuite de l'exploitation capitaliste et impérialiste, qui creuse les inégalités. Avec la montée des catastrophes écologiques, ce discours a objectivement perdu toute crédibilité. L'heure n'est pas au "rattrapage" mais au partage planétaire : les riches moins riches, les pauvres moins pauvres. Par leurs luttes, les classes populaires du Sud peuvent contribuer de manière décisive à engager les exploité·es du monde entier dans cette voie, la seule compatible à la fois avec les droits humains et avec les limites terrestres.

7. À contre-courant, faire converger les luttes pour rompre avec le productivisme capitaliste. S'emparer du gouvernement, initier la rupture écosocialiste basée sur l'auto-activité, l'auto-organisation, le contrôle par en bas, la démocratie la plus large.

L'économie, l'État, la politique de la bourgeoisie et ses relations internationales sont profondément affectés par l'impasse écosociale dans laquelle l'accumulation capitaliste et le pillage impérialiste ont plongé la société. Partout dans le monde, les exploité·es et les opprimé·es sont saisis d'une profonde angoisse.

Des mouvements de résistance se développent à contre-courant. Même dans des contextes extrêmement difficiles, des personnes se lèvent pour défendre leurs droits sociaux, démocratiques, anti-impérialistes, écologiques, féministes, LGBTQI, antiracistes, indigènes, paysans. Des victoires remarquables ont été remportées : victoire des paysans indiens contre le gouvernement Modi, victoire des zadistes en France contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, victoire des femmes dans la lutte pour l'avortement en Argentine, victoire des Sioux aux États-Unis contre l'oléoduc XXL... Mais l'ennemi est à l'offensive et beaucoup de luttes sont défaites. Notre tâche est d'aider à organiser et à étendre les luttes, en apportant notre perspective écosocialiste et internationaliste.

Le productivisme des forces hégémoniques de la gauche, partis et syndicats, est un obstacle sérieux sur le chemin d'une réponse écosocialiste à la mesure de la situation objective. La plupart des directions ont abandonné toute perspective anticapitaliste. La social-démocratie et toutes les autres variantes du réformisme sont devenues social-libérales — elles n'ambitionnent que d'apporter quelques

corrections sociales au marché dans les limites du cadre néolibéral. La plupart des directions des grandes organisations syndicales se contentent d'accompagner les politiques néolibérales avec l'illusion que la croissance capitaliste améliorera l'emploi, les salaires et la protection sociale. Au lieu d'organiser une prise de conscience de l'impasse écosociale, ces politiques de collaboration de classe l'approfondissent et en dissimulent la gravité.

Heureusement, certaines forces politiques et certains courants syndicaux, notamment en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine, commencent à prendre leurs distances avec le productivisme et le néolibéralisme. Dans les syndicats, des militant·es conscient·es du défi écologique ont avancé le concept de "transition juste". La social-démocratie et les dirigeants syndicaux de la CSI l'ont détourné dans le sens d'un soutien au productivisme et à la compétitivité des entreprises. La classe dominante est experte en manipulation. C'est ainsi que la "transition juste" a rejoint le "développement soutenable" dans les discours des gouvernements qui bafouent la justice et organisent l'insoutenabilité.

Dans les pays capitalistes "développés", les rangs des forces traditionnelles ont été renforcés par les partis Verts. Il aura fallu quatre décennies pour que la grande majorité de ces partis rejoigne la caste des gestionnaires politiques du capitalisme. Leur pragmatisme basé sur la responsabilité individuelle des consommateurs est prolongé dans la société civile par de nombreuses associations environnementales. Il a permis à la social-démocratie et aux directions syndicales traditionnelles de masquer leur collaboration de classe dans la défense du "moindre mal social" face aux écotaxes et autres solutions dites "réalistes" de l'écologie "ni de gauche, ni de droite".

Dans d'autres parties du monde, bien qu'encore minoritaire, l'écosocialisme commence à gagner en influence dans les mouvements sociaux et la gauche radicale. Certaines expériences locales importantes, à Mindanao, au Rojava, au Chiapas, entre autres, ont des affinités avec la perspective écosocialiste. Cependant, la croissance capitaliste apparaît encore faussement à la plupart des gens comme le seul moyen d'améliorer les conditions sociales.

Les révolutions arabes ont créé une situation potentiellement favorable à la prise en compte des défis écologiques, car les peuples de cette région y sont durement confrontés. Malheureusement, la plupart de ces révolutions ont été impitoyablement écrasées par les forces réactionnaires de la région, avec le soutien de leurs alliés impérialistes respectifs.

En Amérique latine, malgré une rhétorique inspirée par la vision du monde des peuples indigènes, les gouvernements progressistes n'ont pas réussi à poser des jalons significatifs pour un développement alternatif, sans déforestation, sans extractivisme et sans combustibles fossiles. La résistance courageuse des peuples autochtones n'a pas empêché le gouvernement du fasciste Bolsonaro de porter la destruction de l'Amazonie à des niveaux sans précédent, comme le demandait l'agro-industrie.

Au-delà des crimes abominables commis contre le peuple ukrainien et son droit à l'existence, la guerre de Poutine contre l'Ukraine visait à consolider un impérialisme brutal, fondé sur l'exploitation sans entrave des ressources naturelles. Les oligarques russes, les monarchies pétrolières, d'autres États et de puissants intérêts dans l'industrie de l'énergie et du crime constituent une alliance réactionnaire,

machiste, homophobe et antiscientifique qui cherche à influencer l'opinion publique pour prolonger autant que possible l'exploitation des combustibles fossiles.

Le parti communiste chinois prétend montrer aux pays du Sud qu'ils peuvent échapper à la domination et se développer en empruntant les Nouvelles Routes de la Soie. En réalité, au nom d'un anti-impérialisme de pacotille, son projet d'hégémonie capitaliste mondiale est l'un des principaux moteurs de la destruction écologique. Son record de premier émetteur mondial de gaz à effet de serre montre la nécessité pour les pays du Sud d'un mode de développement alternatif. La généralisation planétaire du "progrès" à la chinoise porterait un coup fatal aux droits démocratiques et aux équilibres écologiques, sur le dos des populations.

Compte tenu de la profondeur de la crise et du désarroi, le risque est réel de voir se développer dans les classes populaires une tendance à sacrifier les objectifs écologiques sur l'autel du développement, de la création d'emplois et de l'augmentation des revenus. Cette tendance ne ferait qu'accélérer la catastrophe dont ces mêmes classes sont déjà les premières victimes et accentuerait la perte de légitimité des syndicats. Elle créerait également un terrain fertile pour les tentatives néo-fascistes de verdir les projets racistes, colonialistes et génocidaires. Les migrant·es fuyant leurs terres dévastées sont les principales cibles de ces campagnes de haine.

Le projet socialiste est profondément discrédité par les bilans du stalinisme et de la social-démocratie. C'est à partir des luttes que nous devons réinventer une alternative et non à partir des dogmes.

Qui est aujourd'hui en première ligne du mouvement réel ? Les peuples indigènes, les jeunes, les paysan·nes, les personnes racisées qui paient un lourd tribut à la destruction sociale et écologique. Dans ces quatre groupes, les femmes jouent un rôle décisif, en lien avec leurs revendications spécifiques, écoféministes, pour lesquelles elles luttent et s'organisent de manière autonome.

L'organisation paysanne Via Campesina fait la démonstration qu'il est possible de mener à la fois la défense des droits des paysan·nes pauvres et des peuples autochtones, les combats contre l'extractivisme et l'agro-industrie, la lutte pour la souveraineté alimentaire et la préservation des écosystèmes et le féminisme.

La grande majorité des salarié·es est absente ou en retrait des luttes anti-productivistes. Certains en déduisent que la lutte des classes est dépassée, ou doit être menée par une "classe écologique" qui n'existe que dans leur imagination. Mais l'arrêt de la catastrophe n'est possible qu'en remplaçant la production de marchandises par la production de valeurs d'usage, démocratiquement déterminées. Comment cette révolution du mode de production de l'existence sociale serait-elle possible sans la participation active et consciente des producteur·ices ? De plus, iels constituent la majorité…

D'autres, au contraire, en déduisent qu'il faut attendre le moment où la masse des travailleur·ses en lutte pour leurs revendications socio-économiques immédiates aura atteint le niveau de conscience lui permettant de participer à la lutte écologique sur une " ligne de classe ". Mais comment le niveau de conscience de la masse des salarié·es intégrerait-il à temps les questions écologiques si aucune lutte sociale majeure ne vient bousculer le cadre productiviste dans lequel la masse des salariés, de plus en plus sur la défensive, porte spontanément ses revendications socio-économiques immédiates ?

La lutte des classes n'est pas une pure abstraction. Le "mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses" la définit et désigne ses acteur·ices. Les luttes des femmes, des LGBTQI, des peuples opprimés, des peuples racisés, des migrant·es, des paysan·nes et des peuples indigènes pour leurs droits ne sont pas placées à côté des luttes des travailleur·ses contre l'exploitation du travail par les patrons. Ils font partie de la lutte des classes.

Ils en font partie parce que le capitalisme a besoin de l'oppression patriarcale des femmes pour maximiser la plus-value et assurer la reproduction sociale à moindre coût. Il a besoin de la discrimination des personnes LGBTQI pour valider le patriarcat. Il a besoin du racisme structurel pour justifier le pillage de la périphérie par le centre. Il a besoin de "politiques d'asile" inhumaines pour réguler l'armée de réserve industrielle. Il a besoin de soumettre la paysannerie aux diktats de l'agro-industrie productrice de malbouffe pour comprimer le prix de la force de travail. Et, il a besoin d'éliminer la relation respectueuse que les communautés humaines entretiennent encore en elles-mêmes et avec la nature, pour la remplacer par son idéologie individualiste de domination, qui transforme le collectif en automate et le vivant en chose morte.

Toutes ces luttes et celles des travailleur·ses contre l'exploitation capitaliste participent du même combat pour l'émancipation humaine et cette émancipation n'est réellement possible et digne de l'humanité que dans la conscience de l'appartenance de notre espèce à la nature tout en ayant, du fait de son intelligence spécifique, la responsabilité, désormais incontournable et vitale, d'en prendre le plus grand soin. Telle est en effet pour nous l'implication stratégique qui découle du fait que la force destructrice du capitalisme a fait entrer la planète dans une nouvelle ère géologique.

Cette analyse est la base de notre stratégie de convergence des luttes sociales et écologiques.

Cette convergence des luttes ne doit pas se limiter à la recherche, entre mouvements sociaux, ou entre appareils de mouvements sociaux, du plus grand dénominateur commun en termes de revendications. Une telle conception pourrait impliquer la mise à l'écart de certaines revendications de certains groupes, au détriment des plus faibles d'entre eux, c'est-à-dire... le contraire d'une convergence.

La convergence des luttes sociales et écologiques inclut toutes les luttes de tous les acteur·ices sociaux, des plus aguerri·es aux plus hésitant·es. C'est un processus d'articulation dynamique, qui élève le niveau de conscience par l'action et le débat, dans le respect mutuel. Son but n'est pas la détermination d'une plate-forme fixe mais la constitution de l'unité des exploité·es et des opprimé·es dans la lutte pour des revendications concrètes ouvrant une dynamique visant à la conquête du pouvoir politique et au renversement du capitalisme dans le monde entier.

En pratique, la convergence écosociale des luttes implique surtout, aujourd'hui, que les secteurs les plus conscients des menaces écologiques s'adressent aux secteurs les plus conscients des menaces sociales, et vice versa, afin de dépasser ensemble la fausse opposition capitaliste entre le social et l'écologique.

Dans cette approche, la défense d’un écosyndicalisme à la fois lutte de classe et anti-productiviste joue un rôle essentiel, elle s’appuie sur les préoccupations

concrètes des travailleur·ses de préservation de leur santé et de leur sécurité au travail et sur rôle de lanceur·ses d'alerte concernant les atteintes aux écosystèmes, la dangerosité des productions qu'ils et elles sont les mieux placé·es pour jouer.

Militant·es écosocialistes, nous encourageons la résistance sur les lieux de travail par la grève et toutes les initiatives permettant l'organisation et le contrôle des travailleur·ses. Nous travaillons au renforcement des mobilisations en favorisant l'extension des grèves, la massification des manifestations, toutes les formes d'auto-organisation et d'autoprotection des luttes contre la répression, ainsi qu'en popularisant celles-ci pour contrer les mensonges des médias dominants et des appareils gouvernementaux.

Nous nous inspirons aussi des formes de désobéissance civile, du blocage de sites au boycott du paiement des loyers qui ont également prouvé leur efficacité.

Les expériences nées des luttes permettent de nourrir le débat stratégique.

Les luttes antiproductivistes sont diverses, mais généralement leur point de départ est très concret, souvent d'abord local, en opposition à une nouvelle infrastructure de transport (autoroute, aéroport…), commerciale ou logistique, extractiviste (mine, pipeline, méga-barrage...), à l'accaparement de la terre ou de l'eau, à la destruction d'une forêt, d'une rivière… C'est d'abord la menace sur la vie quotidienne, sur les moyens de subsistance et la santé qui mobilisent largement, pas le discours général. En se confrontant aux décideurs politiques, aux groupes capitalistes, aux institutions qui les protègent, en nouant des alliances entre des acteur·rices issu·es d'histoires et engagements différents, la lutte devient de plus en plus globale et politique.

Ces combinaisons de luttes ancrées dans un territoire, sur un objectif précis et du combat général existent dans le monde entier et forment une nouvelle réalité politique nommée « Blockadia ».

En France, contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, la convergence des agriculteurs, des jeunes militants radicaux et des riverains a gagné le soutien de la population et des syndicalistes, y compris ceux du concessionnaire, et a conduit à la victoire. Dans sa foulée, la stratégie des Soulèvements de la Terre a permis, à partir de la question des mégabassines (immenses retenues pour l'irrigation des cultures industrielles), de poser la question de l'eau comme bien commun à préserver contre son accaparement par l'agro-industrie.

Aux États-Unis, contre le Dakota Access Pipeline qui menace de pollution le Missouri et le Mississippi et traverse les terres sacrées des indigènes Sioux, ces derniers ont établi un campement à Standing Rock, rejoint par des milliers de personnes, jeunes, écologistes… Il a résisté à une répression féroce et imposé l'ouverture d'une enquête sur les dangers du DAPL pour l'environnement. Le combat juridique et politique continue.

La formation d'une conscience de classe écosocialiste implique une convergence dans les lutte dans lesquelles des (jeunes) scientifiques peuvent contribuer en

utilisant et partageant leurs connaissances (agronomiques, climatiques, naturalistes…).

Les comités de grève, les centres de santé communautaires, les reprises d'entreprises, les occupations de terre, les lieux de vie, ateliers de réparation, cantines, bibliothèques de semences... autogérées, permettent l'expérimentation d'une organisation sociale débarrassée du capitalisme. Elles permettent à celles et ceux qui sont privé·es du pouvoir politique et économique d'éprouver leur puissance et leur intelligence collectives. Contredisant les illusions sur un possible contournement ou aménagement du système, elles se heurtent tôt ou tard à l'État et au marché capitaliste, montrant qu'il est impossible de faire l'impasse sur le pouvoir politique et sur le nécessaire renversement du système. Cependant, en instaurant, même temporairement, une autre légitimité, populaire, solidaire et démocratique, les alternatives concrètes permettent aux dominé·es de prendre conscience de leurs propres forces et d'œuvrer à la construction d'une nouvelle hégémonie.

Plus globalement, la construction d'organes du pouvoir populaire, auto-organisés est au cœur de notre stratégie.

La crise systémique du " capitalisme tardif " dominé par la finance transnationale nourrit à la fois un écœurement face aux phénomènes de décomposition du régime bourgeois et un sentiment d'impuissance face à la profonde détérioration, tant quantitative que qualitative, du rapport de force entre les classes. Dans ce contexte, la question du gouvernement prend une importance accrue. La prise du pouvoir politique est un préalable à la mise en œuvre d'un plan initiant une politique de rupture mais ces dernières années ont montré les illusions mortifères des projets politiques qui exploitent les aspirations populaires, canalisent les mobilisations, voire les étouffent au nom de la realpolitik, et font alors le jeu de l'extrême-droite.

Il n'y a pas de raccourci. Une stratégie écosocialiste de rupture implique la lutte pour la formation d'un gouvernement sur la base d'un plan de transition et la promotion systématique de l'auto-activité, de l'auto-organisation démocratique, du contrôle et l'intervention directe des exploité·es et des opprimé·es à tous les niveaux, car aucune mesure conséquente contre l'exploitation, l'oppression et la destruction des écosystème ne sera imposée sans un rapport de force reposant sur cette auto-organisation.

L'auto-émancipation est non seulement notre but, mais aussi une stratégie de renversement de l'ordre établi. De nouveaux outils doivent être construits pour délibérer, décider démocratiquement, organiser la production et toute la société… Ces nouveaux pouvoirs auront à affronter la machine d'État capitaliste qui devra être brisée. Le renversement de l'ordre social, l'expropriation des capitalistes se heurteront inévitablement à la riposte violente, armée, des classes dominantes. Face à cette violence, les exploité·es et les opprimé·es n'auront d'autre choix que de se défendre, il s'agira d'auto-organiser démocratiquement une violence légitime tout en refusant le virilisme et le substitutisme.

Réfléchir et agir, construire les luttes et les outils de luttes, confronter les expériences et en tirer des enseignements : La mise en œuvre internationale de cette immense tâche nécessite un outil politique, une nouvelle Internationale des exploités et des opprimés. Par ce Manifeste, la IVe Internationale exprime sa volonté de contribuer à relever ce défi.